Cahier de doléances du Tiers État de la Comelle-sous-Beuvray (Saone-et-Loire)

Cahiers des plaintes et remontrances de la paroisse de la Comelle-sous-Beuvray.

1. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont, ou qui du moins doivent avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail : le propriétaire a l'autre moitié. Aujourd'hui, presque tous les propriétaires amodient leurs domaines, et ce sont les fermiers qui choisissent les cultivateurs et traitent avec eux. Mais, loin de leur donner la moitié du produit, ils les surchargent de manière qu'à peine ont-ils le quart. Ils obligent ces cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable, selon la valeur du domaine ; ils les chargent des rentes et des vingtièmes ; ils se réservent quelques journaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sans y rien prendre. En un mot, ils les surchargent de façon qu'à la fin du bail leur ruine est presque toujours consommée. C'est une usure répréhensible, puisque le bail à métairie est une espèce de société où chacun des associés devrait avoir la moitié. Les soussignés demandent qu'il soit pris des mesures efficaces pour prévenir cet abus.

2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux idem, métayers pendant le cours du bail ; la plupart des fermiers ne savent point écrire et ne peuvent tenir des livres : il faudrait obliger ceux-ci de compter à la fin de chaque année, faute de quoi les métayers seroient crus. Et quant aux fermiers sachant écrire, il faudrait les obliger de tenir des livres qui seroient paraphés par le juge des lieux. Si ces précautions ne parent pas à tous les abus, elles en préviendroient beaucoup.

3. Le trente-un décembre mil sept cent soixante et treize, il y eut une déclaration du roy, concernant les mesus. Cette déclaration fut rendue sur les réquisitions de MM. les Élus généraux de la province. Elle a eu un objet utile de diminuer les frais dans des affaires ordinairement peu importantes, mais elle présente des inconvénients sans nombre et son exécution est impossible dans l'Autunois où il n'y a point de messiers et où il ne peut y en avoir, attendu l'étendue des paroisses qui ne sont composées que de hameaux très éloignés les uns des autres. Il n'y a par conséquent personne pour indiquer l'auteur du mésus. C'est le plaignant qui est tenu de l'indiquer. Si le délinquant ne se trouve pas à la tenue des jours, ou s'il désavoue le mésus, il faut une preuve ; comme les témoins ne sont souvent pas de la justice, il faut renvoyer à la tenue des jours prochaine, et on ne peut contraindre les témoins de venir, n'étant pas payés. D'autre part, il se trouve dans différents cantons un nombre de mésus si considérable qu'on ne peut les tous juger aux assises qui ne durent qu'un jour. Il faut renvoyer aux assises de l'année suivante ; pendant ce temps, les preuves dépérissent, en sorte qu'il résulte de ces inconvénients des déprédations sans nombre qui sont presque toujours impunies. Il] est une multitude d'autres inconvénients qu'il seroit trop long de détailler ici. Il faudroit donc abroger cette loi, ou du moins la corriger d'après l'avis de ceux qui sont chargés de son exécution.

4. Il est une autre source de procès dont la discussion entraîne toujours beaucoup de frais : on veut parler des retraits lignagers et censuels. Ces retraits sont très gênants pour le commerce, et ils ont presque lieu partout ; mais les formalités qu'il faut observer pour parvenir à faire des offres valables sont si multipliées, qu'elles donnent presque toujours lieu à des procès considérables. On pourroit les simplifier et prévenir ces procès en obligeant le retrayant et celui sur qui on exerce le retrait de se trouver par-devant le juge qui régleroit les offres, d'après lequel règlement on ne pourroit plus opposer de nullités. Quant aux retraits qu'exercent les seigneurs ecclésiastiques, en vertu de leurs bénéfices, il faudroit les supprimer, puisqu'ils ne peuvent plus acquérir et qu'ils sont tenus de remettre les fonds par eux retrayés.

5. Les mainmortes donnent encore lieu à beaucoup de procès. Il n'y a point ou presque point d'échutie qui n'occasionne des difficultés toujours très dispendieuses. Il faudroit qu'il fût permis de se racheter de cette servitude odieuse en doublant la redevance due au seigneur.

6. En Bourgogne, on n'a que la voie d'appel contre une sentence rendue par défaut, ce qui est très dispendieux. Il faudroit qu'il fût permis de se pourvoir par opposition comme dans presque toutes les autres provinces.

7. Un moyen de diminuer les procès dans les juridictions d'appel, ce seroit de rendre les juges des lieux souverains jusqu'à la somme de quarante livres. La plus grande partie des procès entre gens de la campagne ont le plus ordinairement de modiques sommes pour objet, et dans la cause d'appel il n'y a plus de proportion entre le principal et les frais : en sorte que le demandeur se trouveroit souvent fort heureux si en fin de cause il ne perdoit que son principal.

8. Les seigneurs de Bourgogne ont conservé le privilège de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayants de leurs châteaux. L'objet de ce privilège ne subsistant plus aujourd'hui, la province de Bourgogne n'étant plus limite du royaume et les châteaux n'étant plus fortifiés, cette charge qui est supportée par les cultivateurs seulement devrait être supprimée ; elle occasionne des frais immenses toutes les fois qu'il s'agit de faire cette réparation.

9. La solidité des redevances seigneuriales donne lieu encore à des procès très dispendieux et presque inévitables. Le seigneur en Bourgogne n'est tenu que de s'adresser à un des solidaires et il lui suffit de coter et confiner un seul des héritages possédés par celui qu'il choisit, et celui qui a eu le malheur d'être actionné par la voye solidaire est obligé de s'adresser à tous les copossesseurs, de leur coter et confiner tous les héritages qu'ils possèdent et de vérifier leurs possessions, en sorte qu'il est presque obligé de faire un terrier. Il seroit bien avantageux de détruire cette solidarité en obligeant les seigneurs de faire une égalation à frais communs. Il faudroit aussi que les seigneurs ne pussent demander que cinq années de redevances, autrement les censitaires sont obligés de conserver dans tous les temps trente années de quittances.

10. Plusieurs seigneurs ont des droits de banvin qui gênent beaucoup le commerce. Ils les amodient presque toujours et il en résulte des vexations de la part des fermiers. Il faudroit permettre de se libérer de ce droit. Les fours et moulins bannaux sont également à charge aux habitans ; ils occasionnent beaucoup de procès. Il faudroit aussi qu'il fût permis de se libérer de ces servitudes moyennant un prix qui seroit fixé relativement à l'étendue de la servitude.

11. Il y a trop de notaires dans les campagnes, et on ne peut dissimuler que la plupart d'entre eux ne sont pas instruits de leur état. De là naissent beaucoup de procès. Il faudroit en diminuer le nombre, les soumettre à des examens plus sévères et les rendre garants au moins des nullités d'ordonnance et de coutume : cela les rendroit plus exacts à s'instruire des formes à observer dans les actes importants.

12. La terre de Glenne dépend du domaine du roy. La justice est une châtelainie royale. En conséquence les administrateurs des domaines exigent que les sentences rendues en cette justice soient expédiées en parchemin. Tous les actes de juridiction, comme apposition de scellés, tutelles, tenues de jours, sont sujettes à des droits que les contrôleurs exigent et qui ne se payent pas dans les autres justices des lieux. En sorte que les justiciables qui ont l'avantage d'être plus immédiatement sujets du roy payent chèrement cette prérogative. Ils demandent d'être assimilés aux justices des lieux, de ne payer que les mêmes droits, ce qui paroît d'autant plus juste qu'ils n'ont pas plus de privilèges que les justiciables des seigneurs.

13. La milice est l'impôt le plus redouté par tous les cultivateurs et en effet il leur est très préjudiciable. Ils désireroient qu'il fût converti en argent, ou que du moins il fût permis aux paroisses d'acheter des hommes.

14. Il n'est presque pas possible aujourd'hui de trouver de intérêt de l'argent à emprunter, ce qui fait tort au commerce. Il faudroit qu'il fût permis de faire des obligations portant intérêt, ainsi que cela se pratique dans une partie de la Bourgogne. Il y a longtemps que les États de cette province demandent cette permission. L'argent est d'autant plus rare que les gens de mainmorte n'ont pas la liberté de prêter aux laïcs.

15. La forme des procès-verbaux de chasse et de pêche présente des inconvénients auxquels il seroit bien essentiel de remédier. Les délits à ce sujet sont censés bien constatés et bien vérifiés par le seul rapport du garde, et en général ces gardes sont des gens qui à peine savent signer leurs noms, en sorte que lors de la rédaction du procès-verbal le rédacteur peut y ajouter ou retrancher tout ce qui lui plaît. Ces gardes sont mal payés, leur état ne suffit pas pour les faire vivre : aussi ce n'est que par des malversations en tout genre qu'ils se procurent leur subsistance. Les gardes de la maîtrise n'ont que soixante douze livres de gages, et il leur est défendu de faire d'autres états. On conçoit qu'il doit en résulter des vexations. Il n'y a point de cultivateurs qui ne soient obligés de soudoyer ces gardes, et surtout ceux qui ont le malheur d'être riverains des bois. Il en résulte en même temps le dépérissement des forêts.

16. Comme il sera sûrement question d'un nouvel établissement d'impôts, il paroîtroit juste de ne pas comprendre dans les rôles ceux qui n'ont d'autres ressources pour vivre que de travailler à la journée. Pour déterminer les impositions de chaque communauté, on compte ordinairement les feux, et on y comprend presque toujours ces particuliers insolubles, ce qui oblige de faire des rôles de rejet qui sont d'autant plus injustes que cette surcharge excède les facultés connues des autres contribuables.

17. Il faudroit que le nombre des cabaretiers vendant vin fût réglé dans chaque communauté et réduit au plus petit nombre possible. C'est dans ces tavernes où naissent toutes les difficultés. Il faudroit aussi qu'il fût défendu de choisir des collecteurs parmi ceux qui tiennent taverne : ils obligent ceux qui n'ont pas acquitté leurs cotes de taille à préférer leur cabaret sous peine de les poursuivre, et par la facilité des crédits ils fomentent le penchant à la débauche et consomment la ruine de plusieurs familles.

18. Dans toute l'étendue du bailliage d'Autun, il n'y a qu'une seule prison qui est trop étroite et malsaine. Ceux qui sont emprisonnés pour dettes civiles sont confondus pendant le jour avec les criminels. Un long séjour dans cette prison est presque toujours destructif de la santé de l'emprisonné, en sorte que souvent la seule peine de la prison est au-dessus de celle que la loi inflige au criminel.
19. La mendicité dans les villages, et surtout dans la châtellenie de Glenne, est portée à l'excès, à raison du voisinage des bois. On y mendie avec insolence et les mendiants sont toujours assurés d'obtenir ce qu'ils exigent, en ce que les domaines étant couverts de paille, les cultivateurs redoutent les incendies dont ils sont souvent menacés par ces vagabonds. Il n'y a que quatre cavaliers de maréchaussée à Autun pour la ville et tout le bailliage : il est impossible que la police des campagnes soit faite avec un aussi petit nombre de cavaliers, surtout eu égard aux différentes commissions dont ils sont chaussés, journallement chargés par le gouvernement et qui les éloigne de leur ressort. On ne peut avoir main forte dans l'occasion et plusieurs coupables échappent à la justice.
20. L'instruction de la procédure en matière criminelle présente des inconvénients et des dangers qui font depuis longtemps l'objet de la réclamation de toute la France : il seroit bien essentiel qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.
21. Jusqu'ici les habitans des campagnes n'ont pas été appelés aux États de la province. Ils demandent d'être par la suite convoqués dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de prescrire pour les États généraux.
22. Les portions congrues des curés de campagne, quoique nouvellement augmentées, sont trop modiques pour subvenir à une honnête subsistance, eu égard à l'augmentation des denrées. Ces pasteurs zélés sont réduits à ne pouvoir faire l'aumône qu'en se privant d'une partie de leurs nécessaires.
23. Jusqu'ici les curés de campagne n'ont point aussi été appelés aux États de la province : il seroit bien juste qu'ils y fussent admis. Les habitans des campagnes le désirent d'autant plus que c'est le seul moyen assuré de faire parvenir leurs plaintes à l'administration avec espérance d'être entendus.
24. L'institution du contrôle a été dans son principe très avantageuse, mais aujourd'hui les droits sont devenus si exorbitans que c'est de tous les impôts celui qui pèse le plus sur le peuple. Toutes les fois qu'il s'agit de prétendues contraventions dans cette partie, ceux qui sont poursuivis, et surtout les gens de la campagne, préfèrent de payer sans examen pour éviter d'être obligés d'aller plaider à grands frais au conseil. Il seroit donc bien intéressant qu'il fût ordonné que toutes les instances dans ces sortes de cas fussent désormais portées par-devant le juge ordinaire.
25. Depuis quelques années on a établi en Bourgogne des huissiers priseurs, ce qui occasionne des frais considérables aux habitans des campagnes. Autrefois les greffiers des justices des lieux procédoient seuls aux inventaires et ventes, mais actuellement il faut le concours des huissiers priseurs, ce qui double et au delà les frais, sans aucun avantage réel pour les habitans.
26. Les Bourguignons ont le privilège de ne pouvoir être traduits hors de leur ressort, et le plus souvent lorsqu'ils sont hors de leur ressort, excipent de ce privilège on n'y a aucun égard. Il importe d'en demander la confirmation avec des défenses d'y donner atteinte.
27. Il y a des corps, des communautés, des particuliers qui ont des droits de committimus : il seroit juste de supprimer sans exception quelqueconque ces sortes de droits qui sont très à charge, surtout aux habitans des campagnes. Il résulte de cette espèce de privilège, qui est injuste sous tous ses rapports, qu'un malheureux paysan fait sans examen le sacrifice de ce qui lui est demandé plutôt que d'aller plaider à grands frais en première instance dans un pays éloigné de son domicile, ou il n'a ni connoissance ni soutien.
28. Il seroit encore juste de dispenser les laïcs de plaider aux officialités, lorsqu'ils intentent des actions personnelles aux ecclésiastiques : ceux-ci, par le moyen d'une appellation bien ou mal fondée, obligent leurs adversaires de se pourvoir pardevant le métropolitain. L'éloignement de cette juridiction et la dépense du voyage obligent presque toujours les malheureux créanciers à abandonner le procès.
29. La perception des octrois donne souvent lieu à des vexations, Les commis ou fermiers de ces sortes de droit imaginent sous le moindre prétexte des contraventions, et aussitôt ils dressent des procès-verbaux, saisissent les marchandises et assignent à l'intendance ; le prétendu délinquant, quoique fondé en raisons pour faire prescrire les violentes exécutions, considère qu'il va être privé de sa marchandise et obligé d'aller plaider à l'intendance et ensuite au conseil ; il préfère avec raison de faire le sacrifice d'une somme pour se racheter de ces vexations, ce qui n'arriveroit pas si ces procès étoient portés par-devant les juges ordinaires.

30. On a dix ans pour exercer l'action en lésion d'outre moitié pour la vente d'un immeuble, et ce délai peut être prolongé fort loin par des minorités successives, ce qui gêne beaucoup le commerce : il seroit à désirer que ce temps fût abrégé et que la prescription courût contre les mineurs.

31. Il seroit également à désirer qu'il fût fait un règlement relativement aux oppositions aux mariages : elles sont pour la plus grande partie abusives et n'ont d'objet que de retarder les mariages. Il faudroit qu'il fût permis de passer outre, sauf lorsque l'opposant auroit une promesse par écrit ou qu'il s'agiroit d'une opposition de la part des père et mère.

32. La juridiction des présidiaux est généralement avantageuse, mais elle l'est infiniment pour les gens de campagne. Ils ne sont point obligés pour solliciter et obtenir justice d'abandonner leurs affaires domestiques et de faire des voyages longs et dispendieux. Ils désireroient que les pouvoirs de cette juridiction fussent augmentés. Mais ce qu'ils désirent davantage et ce qui ne peut être refusé est l'abrogation d'une instruction dispendieuse qui n'a aucun objet : il s'agit des jugements de compétence que l'on est obligé de faire rendre sur toutes sortes d'affaires avant de pouvoir plaider au fond, quand même la compétence est certaine et que les parties en sont d'accord, ce qui occasionne beaucoup de retard et des frais considérables en pure perte. Sa Majesté a reconnu cet abus et l'a proscrit par une déclaration expresse, mais comme le parlement de Dijon n'a pas voulu l'enregistrer, l'abus subsiste en Bourgogne : il est bien intéressant de le faire cesser.

33. Enfin les soussignés déclarent que pour l'établissement des impôts, ils s'en rapportent à tout ce qui sera réglé par les États généraux, à la condition que tous les sujets du royaume, sans exception et sans distinction d'ordres y contribueront suivant leurs facultés et propriétés. Mais ils demandent qu'ils soient autorisés à distribuer entre eux ce qui sera réglé devoir être supporté par leurs communautés, sans que dans la suite on puisse en coter aucun d'eux d'office, sous quelque prétexte que ce soit, sauf à se pourvoir par-devant le juge des lieux ordinaires pour décider de l'inégalité, modicité ou excès des cotes dont quelques-uns des contribuables pourroient avoir à se plaindre.